

Les données à enregistrer conformément à l'alinéa 1^{er}, 1^o, concernent la situation au 1^{er} janvier 2024 ou au moment où les critères d'enregistrement sont remplis, ainsi que les changements intervenus pendant cette période. À partir du 1^{er} mai 2024, les délais de notification fixés par le Roi s'appliqueront.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Motril, le 31 juillet 2023.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre de l'Économie,
P.-Y. DERMAGNE

Scellé du sceau de l'Etat :
Pour le Ministre de la Justice, absent,
La Ministre de l'Intérieur,
A. VERLINDEN

Note

Chambre des représentants:

(www.lachambre.be)

Documents : 55-3459 (2022/2023)

Compte rendu intégral : 20 juillet 2023

De overeenkomstig het eerste lid, 1^o, te registreren gegevens betreffen de toestand op 1 januari 2024 of op het moment dat de registratiecriteria vervuld zijn, evenals de wijzigingen die zich in die periode voordoen. Vanaf 1 mei 2024 zijn de door de Koning bepaalde meldingstermijnen van toepassing.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Motril, 31 juli 2023.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Economie,
P.-Y. DERMAGNE

Met 's Lands zegel gezegeld:
Voor de Minister van Justitie, afwezig,
De Minister van Binnenlandse Zaken,
A. VERLINDEN

Nota

Kamer van volksvertegenwoordigers :

(www.dekamer.be)

Stukken : 55-3459 (2022/2023)

Integraal Verslag : 20 juli 2023

SERVICE PUBLIC FEDERAL ECONOMIE,
P.M.E., CLASSES MOYENNES ET ENERGIE

[C - 2023/44611]

21 JUILLET 2023. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 28 novembre 2021 concernant l'accès radioélectrique dans la bande de fréquences 3400-3800 MHz

RAPPORT AU ROI

Sire,

Généralités

L'arrêté qui est soumis à Votre signature vise à pouvoir octroyer le bloc de fréquences 3410-3430 pour des réseaux mobiles publics.

L'arrêté royal concernant l'accès radioélectrique dans la bande de fréquences 3400-3800 MHz (ci-après « arrêté royal 3600 MHz ») a été adopté le 28 novembre 2021 (*Moniteur belge* du 23 décembre 2021).

L'arrêté royal 3600 MHz prévoit l'octroi des blocs de fréquences 3410-3430 MHz et 3430-3450 MHz, ainsi que 35 blocs de 10 MHz génériques entre 3450 et 3800 MHz, par le biais d'une mise aux enchères.

Au moment de l'adoption de l'arrêté royal 3600 MHz, deux opérateurs disposaient de droits d'utilisation pour un total de 40 MHz dans la bande 3400-3600 MHz qui expireront au plus tard le 7 mai 2025. Les mêmes fréquences (3410-3450 MHz) étaient attribuées à Citymesh et Gridmax, pour des communes différentes.

Vu que Citymesh et Gridmax avaient déployé des stations WiMax ou LTE, un bloc de fréquences de 20 MHz (3410-3430 MHz) leur était réservé afin qu'ils aient la possibilité de continuer à utiliser ces stations après 2025. Conformément à l'article 28, § 8 de l'arrêté royal 3600 MHz, seuls Citymesh et Gridmax pouvaient émettre une offre pour le bloc de fréquences 3410-3430 MHz.

Le 14 janvier 2022, l'invitation à soumettre les candidatures pour l'attribution des droits d'utilisation dans la bande 3600 MHz (3410-3800 MHz) a été publiée au *Moniteur belge*. La date ultime de dépôt des candidatures auprès de l'IBPT avait été fixée au 16 février 2022, à 10h au plus tard.

L'IBPT a reçu cinq candidatures pour l'obtention de droits d'utilisation dans la bande 3600 MHz. Mais ni Citymesh, ni Gridmax, ne faisaient partie de ces cinq candidats.

Le bloc de fréquences 3410-3430 MHz est donc resté invendu.

Pendant les premiers tours de la mise aux enchères, il y avait un excès de demande dans la bande 3600 MHz. On peut donc supposer que si on organisait une nouvelle mise aux enchères pour le bloc de fréquences 3410-3430 MHz (sans la réservation à Citymesh ou Gridmax), celui-ci trouverait preneur (ce qui serait conforme à une gestion efficace et efficiente du spectre).

FEDERALE OVERHEIDSDIENST ECONOMIE,
K.M.O., MIDDENSTAND EN ENERGIE

[C - 2023/44611]

21 JULI 2023. — Koninklijk besluit houdende wijziging van het koninklijk besluit van 28 november 2021 betreffende radiotoegang in de frequentieband 3400-3800 MHz

VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

Algemeen

Het besluit dat U ter ondertekening wordt voorgelegd, heeft tot doel het frequentieblok 3410-3430 MHz te kunnen toewijzen voor openbare mobiele netwerken.

Het koninklijk besluit betreffende radiotoegang in de frequentieband 3400-3800 MHz (hierna "koninklijk besluit 3600 MHz") werd aangenomen op 28 november 2021 (*Belgisch Staatsblad* van 23 december 2021).

Het koninklijk besluit 3600 MHz voorziet in de toewijzing van de frequentieblokken 3410-3430 MHz en 3430-3450 MHz, alsook 35 generieke blokken van 10 MHz tussen 3450 en 3800 MHz, via een veiling.

Op het ogenblik van de aanneming van het koninklijk besluit 3600 MHz beschikten twee operatoren voor een totaal van 40 MHz over gebruiksrechten in de 3400-3600 MHz-band, die uiterlijk 7 mei 2025 zullen verstrijken. Dezelfde frequenties (3410-3450 MHz) waren toegewezen aan Citymesh en Gridmax in verschillende gemeenten.

Aangezien Citymesh en Gridmax WiMax- of LTE-stations hadden uitgerold, werd een frequentieblok van 20 MHz (3410-3430 MHz) aan hen voorbehouden zodat ze deze stations ook konden blijven gebruiken na 2025. Overeenkomstig artikel 28, § 8, van het koninklijk besluit 3600 MHz mochten alleen Citymesh en Gridmax een bod uitbrengen op het frequentieblok 3410-3430 MHz.

Op 14 januari 2022 is de uitnodiging om kandidaturen in te dienen voor de toewijzing van de gebruiksrechten voor de 3600 MHz-band (3410-3800 MHz) bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad*. De uiterste datum om kandidaturen in te dienen bij het BIPT was vastgesteld op uiterlijk 16 februari 2022, om 10 uur.

Het BIPT heeft vijf kandidaturen ontvangen om gebruiksrechten in de 3600 MHz-band te krijgen. Citymesh, noch Gridmax maakten evenwel deel uit van die vijf kandidaten.

Het frequentieblok 3410-3430 MHz is dus onverkocht gebleven.

Tijdens de eerste rondes van de veiling was er een overschot van vraag naar de 3600 MHz-band. Men kan dus ervan uitgaan dat als voor het frequentieblok 3410-3430 MHz een nieuwe veiling zou worden gehouden (zonder reservering voor Citymesh of Gridmax), een gegadigde zou worden gevonden (wat zou overeenstemmen met een doeltreffend en efficiënt gebruik van het spectrum).

Les résultats de la mise aux enchères étaient les suivants :

- Citymesh Mobile (3430-3480 MHz) ;
- Telenet Group (3480-3580 MHz) ;
- NRB (3580-3600 MHz) ;
- Orange Belgium (3600-3700 MHz) ;
- Proximus (3700-3800 MHz).

L'avis du Conseil d'État a été suivi. Une petite adaptation a été apportée à la nouvelle formulation conseillée de l'article 1^{er}, 2^o afin de préciser que l'augmentation du spectrum cap n'est pas seulement valable pour la procédure concernant le nouvel appel à candidature mais de manière générale.

Commentaire article par article

Article 1^{er}

La taille initiale de 20 MHz pour les deux blocs spécifiques correspond à la taille des blocs qui étaient octroyés à Citymesh et Gridmax conformément à l'article 4, § 1^{er} de l'arrêté royal du 24 mars 2009 concernant l'accès radioélectrique dans les bandes de fréquences 3410-3500/3510-3600 MHz et 10150-10300/10500-10650 MHz. Il n'y a cependant pas d'objection à décomposer le bloc 3410-3430 MHz en plus petits blocs. Pour s'aligner sur les blocs génériques, l'article 1^{er} prévoit de scinder le bloc 3410-3430 MHz en deux blocs de 10 MHz.

Orange Belgium, Proximus et Telenet Group ont déjà obtenu 100 MHz, ce qui correspond au *spectrum cap* imposé à l'article 4, § 3, de l'arrêté royal 3600 MHz.

Afin d'éviter que le bloc de fréquences 3410-3430 MHz ne reste définitivement invendu (ce qui serait contraire à une gestion efficace et efficiente du spectre), l'article 1^{er} prévoit qu'en cas d'absence de candidats lors d'un appel, le *spectrum cap* soit augmenté à 120 MHz lors d'un appel suivant.

Article 2

Comme indiqué ci-dessus, conformément à l'article 28, § 8, de l'arrêté royal 3600 MHz, seuls les titulaires d'une autorisation existante (Citymesh et Gridmax) peuvent faire une offre pour le bloc de fréquences 3410-3430 MHz. Si on veut pouvoir organiser une nouvelle mise aux enchères pour le bloc de fréquences 3410-3430 MHz, sans que celui-ci ne soit réservé exclusivement à Citymesh ou Gridmax, il suffit d'abroger l'article 28, § 8 de l'arrêté royal 3600 MHz. L'article 2 supprime donc cette disposition.

Article 3

Cet article ne nécessite pas de commentaire.

Telles sont, Sire, les principales dispositions de l'arrêté soumis à l'approbation de Votre Majesté.

J'ai l'honneur d'être,

Sire,
de Votre Majesté,
le très respectueux
et très fidèle serviteur,

La Ministre des Télécommunications,
P. DE SUTTER

Conseil d'État, section de législation

Avis 73.812/4 du 5 juillet 2023 sur un projet d'arrêté royal 'modifiant l'arrêté royal du 28 novembre 2021 concernant l'accès radioélectrique dans la bande de fréquences 3400-3800 MHz'

Le 8 juin 2023, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par la Vice-Première Ministre et Ministre de la Fonction publique, des Entreprises publiques, des Télécommunications et de la Poste à communiquer un avis dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté royal 'modifiant l'arrêté royal du 28 novembre 2021 concernant l'accès radioélectrique dans la bande de fréquences 3400-3800 MHz'.

Le projet a été examiné par la quatrième chambre le 5 juillet 2023. La chambre était composée de Martine BAGUET, président de chambre, Luc CAMBIER et Bernard BLERO, conseillers d'État, Christian BEHRENDT et Jacques ENGLEBERT, assesseurs, et Charles Henri VAN HOVE, greffier.

Le rapport a été présenté par Julien GAUL, auditeur.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Bernard BLERO.

De resultaten van de veiling waren als volgt:

- Citymesh Mobile (3430-3480 MHz);
- Telenet Group (3480-3580 MHz);
- NRB (3580-3600 MHz);
- Orange Belgium (3600-3700 MHz);
- Proximus (3700-3800 MHz).

Het advies van de Raad van State werd gevolgd. Aan de geadviseerde nieuwe formulering van artikel 1, 2^o werd een kleine aanpassing aangebracht om te verduidelijken dat de verhoogde spectrum cap niet enkel geldt voor de procedure met betrekking tot de nieuwe uitnodiging voor kandidaatstelling maar in het algemeen.

Artikelsgewijze bespreking

Artikel 1

De initiële omvang van 20 MHz voor de twee specifieke blokken stemt overeen met de omvang van de blokken die aan Citymesh en Gridmax waren toegewezen conform artikel 4, § 1, van het koninklijk besluit van 24 maart 2009 betreffende radiotoegang in de frequentiebanden 3410-3500/3510-3600 MHz en 10150-10300/10500-10650 MHz. Er is evenwel geen bezwaar tegen een opsplitsing van het blok 3410-3430 MHz in kleinere blokken. Om in lijn te zijn met de generieke blokken, voorziet artikel 1 erin het blok 3410-3430 MHz op te splitsen in twee blokken van 10 MHz.

Orange Belgium, Proximus en Telenet Group hebben reeds 100 MHz verworven, wat overeenstemt met de spectrum cap opgelegd in artikel 4, § 3, van het koninklijk besluit 3600 MHz.

Om te vermijden dat het frequentieblok 3410-3430 MHz definitief onverkocht blijft (wat zou indruisen tegen een doeltreffend en efficiënt gebruik van het spectrum), bepaalt artikel 1 dat in geval van gebrek aan kandidaten bij een oproep, de spectrum cap verhoogd wordt met 120 MHz bij een volgende oproep.

Artikel 2

Zoals hierboven aangegeven kunnen overeenkomstig artikel 28, § 8, van het koninklijk besluit 3600 MHz enkel de bestaande vergunninghouders (Citymesh en Gridmax) een bod uitbrengen op het frequentieblok 3410-3430 MHz. Als men een nieuwe veiling wil organiseren voor het frequentieblok 3410-3430 MHz, zonder dat het exclusief voorbehouden is voor Citymesh of Gridmax, dan volstaat het artikel 28, § 8, van het koninklijk besluit 3600 MHz op te heffen. Vandaar heft artikel 2 dus deze bepaling op.

Artikel 3

Dit artikel behoeft geen commentaar.

Dit zijn, Sire, de voornaamste bepalingen van het besluit dat aan Uwe Majesteit ter goedkeuring wordt voorgelegd.

Ik heb de eer te zijn,

Sire,
van Uwe Majesteit,
de zeer eerbiedige
en zeer getrouwe dienaar,

De Minister van Telecommunicatie,
P. DE SUTTER

Raad van State, afdeling Wetgeving

Advies 73.812/4 van 5 juli 2023 over een ontwerp van koninklijk besluit 'houdende wijziging van het koninklijk besluit van 28 november 2021 betreffende radiotoegang in de frequentieband 3400-3800 MHz'

Op 8 juni 2023 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Vice-eersteminister en Minister van Ambtenarenzaken, Overheidsbedrijven, Telecommunicatie en Post verzocht binnen een termijn van dertig dagen een advies te verstrekken over een ontwerp van koninklijk besluit 'houdende wijziging van het koninklijk besluit van 28 november 2021 betreffende radiotoegang in de frequentieband 3400-3800 MHz'.

Het ontwerp is door de vierde kamer onderzocht op 5 juli 2023. De kamer was samengesteld uit Martine BAGUET, kamervoorzitter, Luc CAMBIER en Bernard BLERO, staatsraden, Christian BEHRENDT en Jacques ENGLEBERT, assessoren, en Charles Henri VAN HOVE, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Julien GAUL, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is gezien onder toezicht van Bernard BLERO.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 5 juillet 2023.

*

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes.

FORMALITÉ PRÉALABLE

Dans l'avis n° 73.240/4, la section de législation a observé :

« 1. L'article 9, alinéa 3, de l'accord de coopération du 17 novembre 2006 entre l'État fédéral, la Communauté flamande, la Communauté française et la Communauté germanophone 'relatif à la consultation mutuelle lors de l'élaboration d'une législation en matière de réseaux de communications électroniques, lors de l'échange d'informations et lors de l'exercice des compétences en matière de réseaux de communications électroniques par les autorités de régulation en charge des télécommunications ou de la radiodiffusion et la télévision' énonce :

'Le Comité interministériel des Télécommunications et de la Radiodiffusion et la Télévision a pour mission d'organiser de manière concertée, dans le respect des compétences de chacun et selon les modalités et procédures fixées en Comité de concertation, la consultation mutuelle relative aux initiatives respectives concernant la rédaction d'un projet de législation sur la radiodiffusion et les télécommunications'.

Interrogée sur la portée de ces 'modalités et procédures fixées en Comité de concertation', la déléguée de la Ministre a communiqué à la section de législation une décision du Comité de concertation du 18 mars 2009 approuvant un projet de règlement d'ordre intérieur du Comité interministériel des Télécommunications et de la Radiodiffusion et la Télévision, dont la date d'entrée en vigueur n'est pas précisée.

L'article 6 de ce règlement d'ordre intérieur énonce :

'§ 1^{er}. Le secrétariat ¹ fixe l'ordre du jour sur lequel le Comité délibère.

Chaque membre du Comité peut faire porter à l'ordre du jour tous points qu'il désire voir examiner.

À cet effet, il dépose au secrétariat du Comité 5 exemplaires en langue française et 5 exemplaires en langue néerlandaise, ou 5 exemplaires en allemand. Il y joint les documents complémentaires et explicatifs qu'il juge utiles.

La demande d'inscription d'un point à l'ordre du jour doit parvenir, au plus tard, douze jours ouvrables avant la date de la réunion.

§ 2. Dans des circonstances exceptionnelles ou pour des raisons d'urgence, le Comité peut tenir une réunion selon une 'procédure électronique'.

Une réunion tenue selon la 'procédure électronique' n'est organisée que pour délibérer de points :

- a) dont le dossier est complet au sens du § 1^{er}, alinéa 3 ;
- b) qui ne doivent, en principe, pas faire l'objet d'un examen plus approfondi.

Dans l'avis qui annonce que la réunion aura lieu selon la 'procédure électronique', les membres sont invités à communiquer par écrit leurs observations ou leurs remarques à une adresse électronique et dans un délai bien déterminés (jour et heure).

Si aucune observation ou remarque n'est communiquée dans le délai imparti, le point est considéré comme adopté.

[...]

§ 3. En cas d'extrême urgence, le Comité peut, avec l'accord de tous ses membres, délibérer sur des points qui ne figurent pas à l'ordre du jour'.

La section de législation ne dispose pas d'information attestant de ce que la procédure de consultation au sein du Comité interministériel des Télécommunications et de la Radiodiffusion et la Télévision a été accomplie de manière régulière, et n'est dès lors pas en mesure de conclure que la formalité obligatoire consacrée à l'article 9, alinéa 3, de l'accord de coopération du 17 novembre 2006 a été valablement accomplie.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 5 juli 2023.

*

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2^o, van de wetten 'op de Raad van State', gecoördineerd op 12 januari 1973, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat die drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

VOORAFGAAND VORMVEREISTE

In advies 73.240/4 heeft de afdeling Wetgeving de volgende opmerking gemaakt:

"1. Artikel 9, derde lid, van het samenwerkingsakkoord van 17 november 2006 tussen de Federale Staat, de Vlaamse Gemeenschap, de Franse Gemeenschap en de Duitstalige Gemeenschap 'betreffende het wederzijds consulteren bij het opstellen van regelgeving inzake elektronische communicatienetwerken, het uitwisselen van informatie en de uitoefening van de bevoegdheden met betrekking tot elektronische communicatienetwerken door de regulerende instanties bevoegd voor telecommunicatie of radio-omroep en televisie' luidt als volgt:

'Het Interministerieel Comité voor Telecommunicatie en Radio-omroep en Televisie heeft tot taak om in onderling overleg en met respect voor ieders bevoegdheid, volgens de modaliteiten en procedures zoals vastgelegd binnen het Overlegcomité, de wederzijdse consultatie te organiseren omtrent mekaar's initiatieven inzake het opstellen van ontwerpregelgeving met betrekking tot omroep en telecommunicatie.'

gevraagd naar de strekking van die 'modaliteiten en procedures zoals vastgelegd binnen het Overlegcomité' heeft de gemachtigde van de minister aan de afdeling Wetgeving een beslissing van het Overlegcomité van 18 maart 2009 bezorgd houdende goedkeuring van het ontwerp van huishoudelijk reglement van het Interministerieel Comité voor Telecommunicatie en Radio-omroep en Televisie, waarvan de datum van inwerkingtreding niet vermeld is.

Artikel 6 van dat huishoudelijk reglement luidt als volgt:

'§ 1. Het secretariaat¹ stelt de agenda vast waarover het Comité beraadslaagt.

Ieder lid van het Comité kan op de agenda alle punten brengen waarvan het wenst dat zij onderzocht worden.

Te dien einde zend[t] het aan het secretariaat van het Comité 5 exemplaren in het Nederlands en 5 exemplaren in het Frans, of 5 exemplaren in het Duits. Het voegt daarbij alle andere nuttig geachte aanvullende en verklarende stukken.

De aanvraag tot inschrijving van een punt op de agenda moet uiterlijk twaalf werkdagen voor de datum van de vergadering toekomen,

§ 2. In uitzonderlijke omstandigheden of om dringende redenen kan het Comité een vergadering houden volgens een 'elektronische procedure.'

Een vergadering op grond van de 'elektronische procedure' wordt enkel gehouden om te beraadslagen over punten:

- a) waarvan het dossier volledig is in de zin van § 1, derde lid;
- b) die in principe niet nader dienen te worden onderzocht.

In het bericht waarin wordt aangekondigd dat de vergadering zal plaatsvinden volgens de 'elektronische procedure', wordt de leden verzocht hun aanmerkingen of hun opmerkingen schriftelijk te sturen naar een elektronisch adres en binnen een welbepaalde termijn (dag en uur).

Indien binnen de toebedeelde termijn geen aanmerkingen of opmerkingen worden meegedeeld, wordt het punt geacht te zijn aangenomen.

(...)

§ 3. In uiterst spoedeisende gevallen kan het Comité met de instemming van al zijn leden beraadslagen over punten die niet op de agenda voorkomen.'

De afdeling Wetgeving beschikt niet over inlichtingen waaruit zou blijken dat de procedure van overleg binnen het Interministerieel Comité voor Telecommunicatie en Radio-omroep en Televisie op regelmatige wijze doorlopen is en kan dan ook niet concluderen dat het verplicht vormvereiste vervat in artikel 9, derde lid, van het samenwerkingsakkoord van 17 november 2006 naar behoren vervuld is.

Il appartient à l'auteur de l'avant-projet de vérifier que tel est bien le cas »².

Il convient de réitérer cette observation.

OBSERVATION GÉNÉRALE

Le projet examiné entend apporter des modifications à l'arrêté royal du 28 novembre 2021 'concernant l'accès radioélectrique dans la bande de fréquences 3400–3800 MHz' de manière à pouvoir organiser une nouvelle mise aux enchères du bloc de fréquences 3410-3430 MHz³, lequel n'a pas été attribué lors de l'appel à candidatures publié au début de l'année 2022.

L'arrêté royal du 28 novembre 2021, qui trouve son fondement juridique dans plusieurs dispositions de la loi du 13 juin 2005 'relative aux communications électroniques', est entré en vigueur le 2 janvier 2022⁴.

L'attention de l'auteur du projet est attirée sur l'entrée en vigueur de la loi du 21 décembre 2021 'portant transposition du code des communications électroniques européen et modification de diverses dispositions en matière de communications électroniques'⁵, laquelle a adapté plusieurs dispositions qui constituent le fondement juridique de l'arrêté royal du 28 novembre 2021.

L'auteur du projet vérifiera dès lors que les conditions d'obtention et d'exercice des droits d'utilisation du spectre radioélectrique telles qu'elles sont fixées dans l'arrêté royal du 28 novembre 2021, sont conformes à ce nouveau cadre juridique et veillera à apporter à l'arrêté royal du 28 novembre 2021 les adaptations qui s'avèreraient nécessaires.

OBSERVATIONS PARTICULIÈRES

PRÉAMBULE

À l'alinéa 1^{er}, il convient de viser plus précisément l'article 18, § 1^{er}, alinéa 2, de la loi du 13 juin 2005.

DISPOSITIF

Article 1^{er}

Interrogée sur la portée de l'article 1^{er}, 2^o, du projet (article 4, § 3, en projet de l'arrêté royal du 28 novembre 2021), la déléguée de la Ministre a proposé de formuler cette disposition comme suit :

« Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, si un bloc de fréquences visé au § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, et 1/1^o reste invendu suite à un appel à candidature publié conformément à l'article 14, un nouvel appel à candidature est publié conformément à l'article 14 pour lequel un groupe pertinent par rapport à un opérateur 3,6 GHz peut détenir jusqu'à 120 MHz dans la bande de fréquences comprise entre 3410 MHz et 3800 MHz. Si, suite à ce nouvel appel à candidature, un bloc de fréquences visé au § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o et 1/1^o reste invendu, l'Institut peut publier de nouveaux appels à candidature, conformément à l'article 14 pour lequel un groupe pertinent par rapport à un opérateur 3,6 GHz peut détenir jusqu'à 120 MHz dans la bande de fréquences comprise entre 3410 MHz et 3800 MHz ».

L'article 1^{er}, 2^o, sera revu en conséquence.

LE GREFFIER,
Charles-Henri VAN HOVE

LE PRÉSIDENT,
Martine BAGUET

Notes

¹ Note de bas de page n° 1 de l'avis cité : Qui, conformément à l'article 4 du règlement d'ordre intérieur, est assuré par le SPF Économie.

² Avis n° 73.240/4 donné le 24 avril 2023 sur un avant-projet de loi 'portant modification de la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques', *Doc. Parl.*, Chambre, 2022-2023, n° 55-3422/1, pp. 50-63.

³ Qui sera, conformément à l'article 1^{er}, 1^o, du projet, décomposé en deux blocs de fréquences, à savoir le bloc de fréquences 3410-3420 MHz et le bloc de fréquences 3420-3430 MHz.

⁴ À l'exception de son article 46.

⁵ La majorité des dispositions de cette loi sont entrées en vigueur le 10 janvier 2022.

De steller van het voorontwerp dient na te gaan of dat vormvereiste wel vervuld is."²

Die opmerking dient hier herhaald te worden.

ALGEMENE OPMERKING

Voorliggend ontwerp strekt ertoe het koninklijk besluit van 28 november 2021 'betreffende radiotoegang in de 3400-3800 MHz-band' aldus te wijzigen dat een nieuwe veiling georganiseerd kan worden voor het frequentieblok 3410–3430 MHz³, dat niet toegewezen is na de oproep tot kandidaturen die begin 2022 bekendgemaakt is.

Het koninklijk besluit van 2 november 2021, dat zijn rechtsgrond ontleent aan verscheidene bepalingen van de wet van 13 juni 2005 'betreffende de elektronische communicatie' is in werking getreden op 2 januari 2022.⁴

De aandacht van de steller van het ontwerp wordt gevestigd op de inwerkingtreding van de wet van 21 december 2021 'houdende omzetting van het Europees Wetboek voor elektronische communicatie en wijziging van diverse bepalingen inzake elektronische communicatie',⁵ waarbij verscheidene bepalingen aangepast zijn die de rechtsgrond van het koninklijk besluit van 28 november 2021 vormen.

De steller van het ontwerp moet derhalve nagaan of de voorwaarden voor het verkrijgen en het uitoefenen van de rechten voor het gebruik van het radiospectrum zoals die vastgesteld zijn in het koninklijk besluit van 28 november 2021, in overeenstemming zijn met dat nieuwe juridische kader en moet ervoor zorgen dat in het koninklijk besluit van 28 november 2021 de aanpassingen aangebracht worden die nodig zouden blijken.

BIJZONDERE OPMERKINGEN

AANHEF

In het eerste lid moet meer specifiek verwezen worden naar artikel 18, § 1, tweede lid, van de wet van 13 juni 2005.

DISPOSITIEF

Artikel 1

Naar aanleiding van een vraag over de strekking van artikel 1, 2^o, van het ontwerp (ontworpen artikel 4, § 3, van het koninklijk besluit van 28 november 2021), heeft de gemachtigde van de minister voorgesteld de bepaling als volgt te formuleren:

“Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, si un bloc de fréquences visé au § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, et 1/1^o reste invendu suite à un appel à candidature publié conformément à l'article 14, un nouvel appel à candidature est publié conformément à l'article 14 pour lequel un groupe pertinent par rapport à un opérateur 3,6 GHz peut détenir jusqu'à 120 MHz dans la bande de fréquences comprise entre 3410 MHz et 3800 MHz. Si, suite à ce nouvel appel à candidature, un bloc de fréquences visé au § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o et 1/1^o reste invendu, l'Institut peut publier de nouveaux appels à candidature, conformément à l'article 14 pour lequel un groupe pertinent par rapport à un opérateur 3,6 GHz peut détenir jusqu'à 120 MHz dans la bande de fréquences comprise entre 3410 MHz et 3800 MHz.”

Artikel 1, 2^o, behoort dienovereenkomstig herzien te worden.

DE GRIFFIER,
Charles-Henri VAN HOVE

DE VOORZITTER,
Martine BAGUET

Nota's

¹ Voetnoot 1 van het geciteerde advies: Dat volgens artikel 4 van het huishoudelijk reglement door de FOD Economie waargenomen wordt.

² Advies 73.240/4 van 24 april 2023 over een voorontwerp van wet 'houdende wijziging van de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie', *Parl.St.* Kamer 2022-23, nr. 55-3422/1, 50-63.

³ Dat overeenkomstig artikel 1, 1^o, van het ontwerp opgesplitst zal worden in twee frequentieblokken, namelijk het frequentieblok 3410-3420 MHz en het frequentieblok 3420-3430 Mhz.

⁴ Met uitzondering van artikel 46 ervan.

⁵ De meeste bepalingen van die wet zijn in werking getreden op 10 januari 2022.

21 JUILLET 2023. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 28 novembre 2021 concernant l'accès radioélectrique dans la bande de fréquences 3400–3800 MHz

PHILIPPE, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques, l'article 18, § 1^{er}, alinéa 2, modifié par la loi du 21 décembre 2021 et l'article 20 § 2, remplacé par la loi du 21 décembre 2021 ;

Vu l'arrêté royal du 28 novembre 2021 concernant l'accès radioélectrique dans la bande de fréquences 3400-3800 MHz ;

Vu l'analyse d'impact de la réglementation réalisée conformément aux articles 6 et 7 de la loi du 15 décembre 2013 portant des dispositions diverses en matière de simplification administrative ;

Vu la proposition de l'Institut belge des services postaux et des télécommunications du 1^{er} décembre 2022 ;

Vu la consultation publique à la demande de la ministre des Télécommunications du 27 décembre 2022 au 30 janvier 2023 ;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 14 mars 2023 ;

Vu l'accord de la secrétaire d'État au Budget, donné le 28 mars 2023 ;

Vu la consultation du 17 avril 2023 au 24 avril 2023 du Comité interministériel des Télécommunications et de la Radiodiffusion et la Télévision ;

Vu l'accord du Comité de concertation du 7 juin 2023 ;

Vu l'avis 73.812/4 du Conseil d'État, donné le 5 juillet 2023, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Sur la proposition de Notre Ministre des Télécommunications et sur l'avis de nos Ministres réunis en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Dans l'article 4 de l'arrêté royal du 28 novembre 2021 concernant l'accès radioélectrique dans la bande de fréquences 3400-3800 MHz, les modifications suivantes sont apportées :

1^o dans le paragraphe 1^{er}, les modifications suivantes sont apportées :

a) au 1^o, les mots « 3410-3430 MHz » sont remplacés par les mots « 3410-3420 MHz » ;

b) il est inséré un 1/1^o rédigé comme suit :

« 1/1^o le bloc de fréquences 3420-3430 MHz ; » ;

2^o le paragraphe 3 est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, si un bloc de fréquences visé au § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o et 1/1^o reste invendu suite à un appel à candidature publié conformément à l'article 14, un nouvel appel à candidature est publié conformément à l'article 14 et un groupe pertinent par rapport à un opérateur 3,6 GHz peut détenir jusqu'à 120 MHz dans la bande de fréquences comprise entre 3410 MHz et 3800 MHz. Si, suite à ce nouvel appel à candidature, un bloc de fréquences visé au § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o et 1/1^o reste invendu, l'Institut peut publier de nouveaux appels à candidature, conformément à l'article 14.»

Art. 2. L'article 28, § 8 du même arrêté est abrogé.

Art. 3. Le ministre qui a les Télécommunications dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 21 juillet 2023.

PHILIPPE

Par le Roi :

La Ministre des Télécommunications,
P. DE SUTTER

21 JULI 2023. — Koninklijk besluit houdende wijziging van het koninklijk besluit van 28 november 2021 betreffende radiotoegang in de frequentieband 3400–3800 MHz

FILIP, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie, artikel 18, § 1, tweede lid, gewijzigd bij de wet van 21 december 2021 en artikel 20 § 2, vervangen bij de wet van 21 december 2021;

Gelet op het koninklijk besluit van 28 november 2021 betreffende radiotoegang in de frequentieband 3400-3800 MHz;

Gelet op de impactanalyse van de regelgeving uitgevoerd overeenkomstig de artikelen 6 en 7 van de wet van 15 december 2013 houdende diverse bepalingen inzake administratieve vereenvoudiging;

Gelet op het voorstel van het Belgisch Instituut voor postdiensten en telecommunicatie van 1 december 2022;

Gelet op de openbare raadpleging op verzoek van de minister van Telecommunicatie van 27 december 2022 tot 30 januari 2023;

Gelet op het advies van de inspecteur van financiën, gegeven op 14 maart 2023;

Gelet op de akkoordbevinding van Onze Staatssecretaris van Begroting, gegeven op 28 maart 2023;

Gelet op de raadpleging van 17 april 2023 tot 24 april 2023 van het Interministerieel Comité voor Telecommunicatie en Radio-omroep en Televisie;

Gelet op het akkoord van het Overlegcomité van 7 juni 2023;

Gelet op advies 73.812/4 van de Raad van State, gegeven op 5 juli 2023, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2^o, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van Onze Minister van Telecommunicatie en op het advies van onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. In artikel 4 van het koninklijk besluit van 28 november 2021 betreffende radiotoegang in de frequentieband 3400-3800 MHz worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1^o in paragraaf 1 worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) in de bepaling onder 1^o worden de woorden "3410-3430 MHz" vervangen door de woorden "3410-3420 MHz";

b) er wordt een bepaling onder 1/1^o ingevoegd, luidende:

"1/1^o het frequentieblok 3420-3430 MHz;";

2^o paragraaf 3 wordt aangevuld met een lid, luidende:

"In afwijking van het eerste lid wordt, wanneer een in § 1, eerste lid, 1^o en 1/1^o bedoeld frequentieblok onverkocht blijft na een uitnodiging voor kandidaatstelling gepubliceerd in overeenstemming met artikel 14, een nieuwe uitnodiging voor kandidaatstelling gepubliceerd in overeenstemming met artikel 14 en kan een relevante groep ten opzichte van een 3,6 GHz-operator tot 120 MHz houden in de frequentieband tussen 3410 MHz en 3800 MHz. Indien na deze nieuwe uitnodiging voor kandidaatstelling een in § 1, eerste lid, 1^o en 1/1^o bedoeld frequentieblok onverkocht blijft, kan het Instituut nieuwe uitnodigingen voor kandidaatstelling publiceren in overeenstemming met artikel 14."

Art. 2. Artikel 28, § 8, van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

Art. 3. De minister bevoegd voor Telecommunicatie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 21 juli 2023.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Telecommunicatie,
P. DE SUTTER